

L'Algérie :

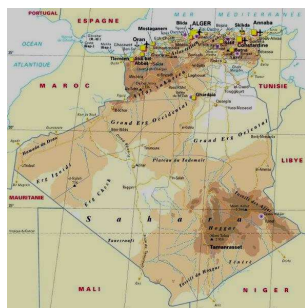


Par : Alain Collas,

Chargé de cours UBS.

Sommaire

L'Algérie :	1
I. Les premiers pas d'un pays indépendant :	1
II. 1973, le prix du pétrole s'envole :	2
III. Retour historique :	3
IV. Le « système » algérien :	3
V. La situation actuelle :	5



L'histoire de l'Algérie, à partir de l'indépendance, est une autre façon d'analyser les printemps arabes.

L'Algérie, c'est un immense territoire, le plus grand pays d'Afrique mais dont une partie est constituée par un grand désert, le Sahara. Son sous-sol est riche ; il renferme de nombreux minerais, du fer, de l'or, et bien sûr du pétrole.

I. Les premiers pas d'un pays indépendant :

En juillet 1962, malgré les dispositions contenues dans les accords d'indépendance, de nombreux Européens ont dû quitter l'Algérie précipitamment.

Au moment de l'indépendance, la situation est la suivante :

Il y a le groupe des combattants de l'intérieur ; ils ont été vaincus par l'armée française en 1959, mais de petits groupes ont continué à combattre l'armée française dans l'arrière-pays.

Ensuite il y a deux armées extérieures, massées l'une à la frontière marocaine sous l'autorité du colonel Houari Boumediène, l'autre à la frontière tunisienne.

Dès la proclamation de l'indépendance, ces deux armées, toutes fraîches car n'ayant pas combattu, arrivent en Algérie avec l'intention de prendre le pouvoir.

Une première guerre civile va les opposer aux troupes des combattants de l'intérieur. Ces derniers, fatigués par des années de



lutte, seront vaincus ; certains combattants seront fusillés, d'autres partiront. Les affrontements feront près de 1 000 morts.

1962, Ben Bella¹ est investi président du Conseil et le colonel Boumédiène devient ministre de la défense et vice-président du Conseil.

Une deuxième guerre civile éclate entre les troupes au pouvoir et les Kabyles qui ne veulent pas se soumettre à ce gouvernement qui se lance dans une politique d'arabisation.

Ces affrontements se terminent par la défaite des Kabyles. Le bilan est encore plus terrible en nombre de morts que le précédent conflit. De nombreux combattants fuient à l'étranger, en France en particulier.



Les personnes qui avaient, en 1954, fondé le FNL, vont peu à peu être exécutées en 1962, 63, 67, 70 92, par les services secrets du régime en place.

Dans l'histoire que l'on enseigne en Algérie, ces événements (guerres civiles) ne sont pas mentionnés.

Le chef d'État-Major actuel se trouvait dans les rangs des armées extérieures, avant l'indépendance.

En 1965, Boumédiène devient président du Conseil de la Révolution, puis en 1976, il est élu Président de la République.

Il applique au début une politique socialisante, se rapprochant de l'économie soviétique.

Pour le développement du pays, il mise sur une industrie lourde « industrialisante ». On retrouve ce type de choix chez Nasser, Nehru, et Tito, dans les pays que l'on désigne sous le vocable « en voie de développement ».

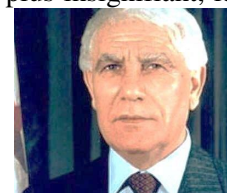
Puis Boumédiène chasse les Soviétiques ; leur modèle économique ne fonctionne pas, car on néglige d'autres secteurs de l'économie, comme l'agriculture, ce qui va engendrer des famines.

En 1978, Boumédiène meurt sans avoir prévu sa succession.

On va chercher qui peut présenter toutes les garanties nécessaires pour maintenir le système en place.

L'armée est aux manettes. On finit par s'entendre sur celui qui semble le plus insignifiant, le colonel Chadli Bendjedad.

Mais on ne tarde pas à s'apercevoir que Bendjedad n'est pas aussi insignifiant qu'on croyait, et qu'il prend des initiatives qui ne plaisent pas toujours.



II. 1973, le prix du pétrole s'envole :

Les pays producteurs de pétrole augmentent fortement le prix du brut.



En France, on fait le choix du nucléaire. Toutes les économies des pays producteurs d'hydrocarbures connaissent une crise économique (le prix plus fort du pétrole ne compense pas la baisse des volumes).

Il s'en suit un fort mécontentement populaire, une forte augmentation du chômage chez une population de plus en plus nombreuse.

¹ Ben Bella, en novembre 1954, est l'un des 22 chefs historiques initiateurs du Front de Libération Nationale (FLN) contre la France coloniale.

Des problèmes alimentaires sont à l'origine d'émeutes à Alger que la police réprime. Des troubles se développent également au Moyen-Orient et au Maghreb.

Chadli Bendjedad essaie de s'appuyer sur l'Islam ; jusqu'ici, le FLN était plutôt laïque.

On rouvre des mosquées, en pensant que les imams soutiendront le régime en échange. Les mêmes choix sont faits en Égypte, en Irak et en Turquie.

Malheureusement, c'est l'inverse qui se passe.

Bendjedad pense se sortir de la situation en provoquant des élections libres et autorisant la création de partis politiques.

Aux élections municipales, le tout nouveau Front Islamique du Salut (F.I.S.) connaît un succès grandissant.

Fin 1990, au premier tour des élections législatives, le F.I.S. a déjà la majorité. L'ancien F.N.L. est battu.



Une troisième guerre civile qui durera jusqu'en 2002, est déclenchée par les militaires qui tiennent à reprendre le pouvoir tel qu'ils l'entendent eux.

Le Général Kaled Nezzar mène la répression. On assiste à une montée en puissance des services de renseignements ; une structure puissante surveille la population et les opposants.

III. Retour historique :

Dans les années 30-40, le vrai fondateur du mouvement d'émancipation algérien est Messali Hadj. Il fonde en 1937 le Parti du peuple algérien (PPA).

Il développe trois idées :

- ✚ Il faut aboutir à l'indépendance de l'Algérie
- ✚ L'indépendance doit être obtenue uniquement par la négociation avec la France.
- ✚ Il faut que cette indépendance concerne tout le Maghreb.

Les Algériens qui travaillaient comme ouvriers dans des usines automobiles françaises, croient en lui.

Ils seront la cheville ouvrière, des années plus tard lors de ce qu'on a appelé la « Toussaint rouge », des attentats en Algérie. L'influence des Imans a été déterminante dans le développement de l'idée d'indépendance.

En 1936, sur proposition de Maurice Violette ancien gouverneur d'Algérie, Léon Blum dépose projet de loi relatif à l'exercice des droits politiques par certaines catégories de sujets français en Algérie, qui pourrait concerner 20 à 25 000 musulmans ; mais ce projet n'aura pas de suite.

En 1958 – 1961 des personnes du F.N.L. provoquent des attentats, des descentes contre des militants d'Hadj ; il y a des milliers de viols, on élimine des opposants.

IV. Le « système » algérien :

En 1962 – 1963, les militaires algériens détiennent à la fois le pouvoir politique et le pouvoir économique.

Le pays vit d'une « économie rentière », ne développe pas d'industrie ou d'agriculture, mais vend ses ressources du sous-sol.

On retrouve cette organisation en Égypte et en Turquie.

Le général Smaïn Lamari, patron de la Direction du contre-espionnage, est l'un des hommes les plus influents du régime algérien.

Les dirigeants militaires sont en même temps des chefs d'entreprise.



Principe du « système » de gouvernement :

Le ministre de la défense va convaincre les militaires d'acheter tel ou tel armement, et il va passer lui-même la commande ; lui et les officiers supérieurs se servent au passage.

Une grande partie des officiers supérieurs se constituent en haute bourgeoisie.

En conséquence on voit se développer différents clans à l'intérieur de l'armée.

Pour éliminer un concurrent, on dénonce dans la presse la corruption de ce concurrent.

À l'intérieur de l'armée, on assiste à une lutte d'importance entre les militaires pro-français et les pro-américains.

Il faut rappeler que, pendant les « événements en Algérie », les Américains ont soutenu les Algériens dans leurs combats contre la France.

Les Américains pensent récupérer des marchés en Algérie après la guerre, notamment dans l'exploitation des hydrocarbures.

Les États-Unis ont prévu de verser des aides aux pays victimes de l'Islamisme.

En 1990, ils ont versé une aide importante au gouvernement algérien.

En conséquence, lorsque les Islamistes sont vaincus, les subventions américaines sont supprimées. Or le gouvernement algérien a grand besoin de ces aides, son économie n'est pas florissante.



Les militaires algériens vont demander à d'anciens Islamistes (tels que Mokhtar Belmokhtar) de recommencer à fomenter des attentats.

Les militaires peuvent de nouveau se servir au passage.

Pour malgré tout pacifier le pays, le système va se mettre d'accord sur la candidature de Saïd Bouteflika, ancien colonel des troupes réfugiées au Maroc, et disciple de Boumédienne.

L'armée n'en veut pas et monte des dossiers sur sa corruption. Il fuit et se réfugie en Suisse et au Qatar.

En 1999, l'armée tolère son retour ; on le pense bon négociateur. Mais il n'en est pas moins la marionnette des militaires.

Il n'aura de cesse de se libérer de cette pression. Cependant, il ne parviendra pas à éliminer complètement tous les militaires.

Le pays vit sous perfusion des bénéfices de la vente du pétrole.

Bouteflika a mis en place un système pour éliminer la révolte populaire (facilité de logement, dotations, etc.).

Il a mis en place des aides sociales qui ne fonctionnent que lorsque le prix du pétrole est élevé.

Quand le prix du pétrole chute, le gouvernement ne peut plus acheter de vivres, d'où l'installation d'une grave crise sociale.



Bouteflika de nos jours, à cause de ses problèmes de santé, n'est plus en capacité de gouverner.



D'autres acteurs dirigent en fait le pays ; c'est le Général Ahmed Gaïd Salah qui exerce le pouvoir.

Au cours de deux vendredis, deux millions de manifestants étaient dans les rues, mais le système ne lâche rien.



Le général Athmane Tartag était le nouveau dirigeant des services de sécurité. Proche de Bouteflika, il vient d'être arrêté pour des affaires de corruption.

On est donc en train d'éliminer le camp Bouteflika.

Le peuple demande en vain des élections libres. L'armée élimine tous ceux qui voudraient aller dans ce sens.

Les manifestations du vendredi se poursuivent sans incidents.

Bouteflika avait continué de s'appuyer sur l'Islam, en négociant avec les islamistes les plus pacifiques.

V. La situation actuelle :



Maintenant, dans la rue, beaucoup de femmes sont voilées.

Dans les manifestations, on voit de nombreuses pancartes ou des drapeaux pro-palestiniens.



Abdelkader Bensalah fait fonction de président, sans beaucoup de pouvoir.

Un candidat islamiste est candidat aux futures élections.

Ce candidat peut-il être élu ? Serait-ce le retour des processus des années 1990.

Les frères musulmans profitent de la situation en faisant croire qu'avec eux cela irait mieux.

Nous, en France, nous sommes concernés par les événements actuels et futurs en Algérie.

Sur notre territoire vivent des centaines de milliers d'Algériens avec une double nationalité.

Certains pourraient-ils être tentés par l'organisation d'attentats ?

Si le groupe des généraux l'emportent, celui-ci pourrait être pro-américain.

Les choses bougent vite.

Face au candidat islamiste, il n'existe pas de candidat crédible.

Le 4 juillet on organise des élections avec la possibilité pour l'armée de tout annuler.
